

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 17 bis (Titre IV de la Partie I)

Déposée par Madame Palacio

Qualité : - Membre - Suppléant

Article 17 bis : Les formations du Conseil

1. Le Conseil des affaires générales assure la cohérence des travaux du Conseil des ministres. Il prépare avec la participation de la Commission les réunions du Conseil européen. Il est présidé par le Président du Conseil Européen.
2. ~~Le Conseil législatif délibère, et se prononce conjointement avec le Parlement européen, sur les lois européennes et les lois cadres européennes conformément aux dispositions de la Constitution. En fonction de l'ordre du jour, le représentant de niveau ministériel de chaque État membre peut être assisté d'un, ou, le cas échéant, de deux représentants spécialisés de niveau ministériel.~~
3. Le Conseil des affaires étrangères élabore les politiques extérieures de l'Union selon les lignes stratégiques définies par le Conseil européen, et assure la cohérence de son action. ~~Il est présidé par le ministre des Affaires étrangères de l'Union.~~
4. Le Conseil se réunit également sous la forme de Conseil des affaires économiques et financières, et de Conseil de justice et de sécurité.
5. Le Conseil, dans sa formation des affaires générales, peut décider que le Conseil se réunit dans d'autres formations.
- 5bis. Les différentes formations du Conseil peuvent se réunir soit comme organe législatif soit comme organe exécutif. Elles siègent en public lorsque le Conseil statue dans le cadre d'une procédure conduisant à l'adoption d'une loi européenne ou d'une loi-cadre européenne.
6. Le Conseil européen peut décider ~~par consensus~~ à la majorité qualifiée que la présidence d'une formation du Conseil des ministres, ~~à l'exception de la formation des Affaires étrangères,~~ est assurée par un État membre pour une durée d'au moins une année, en tenant compte des équilibres politiques et géographiques européens et de la diversité de tous les États membres. En prenant cette décision le Conseil européen veille particulièrement à assurer la coordination entre les présidences des différentes formations du Conseil des ministres.

Explication :

Etant donné que, selon l'article 16 bis 1., il incombe au Président du Conseil Européen d'assurer la préparation et la continuité des travaux du Conseil Européen, il est souhaitable que c'est soit lui qui préside la formation du Conseil chargée de ces tâches.

Si le Ministre des Affaires Etrangères est vice-président de la Commission, il ne doit pas présider le Conseil. Ce qui est crucial est qu'il assure la représentation unique de l'Union à l'extérieur et la coordination de tous les aspects de l'action extérieure de l'Union. Puisque il ne préside pas la formation Affaires Etrangères, celle-ci reçoit le même traitement que les autres en ce qui concerne leur présidence.

L'idée d'une seule formation du Conseil des ministres qui serait chargée de tous les travaux législatifs du Conseil n'est pas praticable dans la plupart des administrations des Etats membres. Elle exigerait la nomination à Bruxelles (puisque le Conseil législatif devrait se réunir en pratique toutes les semaines) d'une sorte de Vice Premier Ministre (puisque'il devrait avoir une autorité suffisante sur les autres ministres). On aurait en outre de la confusion entre les responsabilités de ce nouveau Conseil législatif et le COREPER, ainsi qu'avec le CAG.

Je propose, donc, de remplacer le paragraphe 2 du projet par un nouveau paragraphe (5bis). Ce nouveau paragraphe indiquerait que le Conseil peut se réunir tant comme organe législatif que comme organe exécutif. Je suggère aussi que ce nouveau paragraphe fasse référence au fait que le Conseil siège en public quand il légifère (dans ce cas nous pourrions supprimer le paragraphe 3 de l'article 25 du projet du Traité, afin d'éviter de répétitions inutiles).

En ce qui concerne la question des présidences des formations du Conseil des ministres, je continue à penser que, pour se substituer au système de rotation actuel, la meilleure formule, qu'assure en même temps un degré suffisant de continuité des travaux et l'égalité d'accès des Etats membres à l'exercice de la présidence, est celle des « équipes présidentielles » (v. gr., quatre Etats membres pendant une période de deux années). En tout cas, la décision prise par le Conseil européen devra veiller très particulièrement à garantir la nécessaire coordination entre les présidences des différentes formations du Conseil des ministres. Cette décision devrait pouvoir être prise à la majorité qualifiée.